

L'ÉCO

de la semaine

27 Janvier au 02 Février 2024

 | 

Sponsors Officiels

   

Sponsors Gold

    

Sponsors Silver

    

  

Partenaires

     

SOMMAIRE

Opérations de change : Plus de 80 000 dossiers traités par le Finex par année	2
Filière pêche : La transparence comme toile de fond.....	2
Relance économique : Un rôle prépondérant du secteur minier	3
Consommation: les prix varient autant, selon les régions	3
Industrialisation : La vitesse de pointe enclenchée	4
Groupement professionnel : La Confédération du tourisme change de main	4
Qatar Airways : 14 vols hebdomadaires à opérer sur Madagascar	5
Vision Madagascar : Une année centrée sur l’immobilier et le développement durable.....	5
One district one factory: Inauguration de deux usines dans la région Vakinankaratra	6
Tourisme: le ministère appuie les artisans	6
Investissements : L’Union européenne apporte son soutien au Mic	6
Coopération internationale : Madagascar assiste au sommet Italie-Afrique	7
Marché interbancaire de devises : L’euro perd aux changes	7
Hydrocarbures : Le gouvernement jauge les prix du carburant.....	8
Transformation de l’agriculture : Collaboration entre la BAD et le CGIAR	8
Pépinières industrielles : Vers l’essor économique des zones bénéficiaires.....	9
Promotion de la pisciculture : Une formation pour les habitants d’Ankazobe	9
Transports : Les liens maritime et aérien avec Mayotte à renforcer	9
Reforestation : Six mille hectares à reboiser dans le Boeny	10
« Route de l’Artisanat » : Un nouveau circuit touristique à créer sur la RN1	10
IPC 2023 : Madagascar perd un point par rapport à 2022	11
Importation - Exportation : L’allègement de la procédure continue.....	11
Madagascar – Chine.....	12
Cidre d’Antsirabe : Lancement de la production par Ampalia à Antsenakely	12
Industrialisation: appel à projets pour les entrepreneurs.....	12
Résilience et durabilité: le FMI présente le programme FRD.....	13
Programmation industrielle : Le Syndicat des industries réitère ses engagements.....	13
Tourisme : De grands investisseurs à capter.....	13
Consommation : Renforcement des descentes dans les marchés	14
Remittance: MVola s’associe avec Thunes et Orange Money Europe.....	14
Secteur minier: une étudiante apporte son expertise.....	15

Opérations de change : Plus de 80 000 dossiers traités par le Finex par année

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 JANVIER 2024

Mesures allégées et plus d'opérateurs recensés. Les acteurs de l'import ou de l'export sont plus enclins à s'enregistrer auprès du service de la Finance extérieure (Finex), une branche du ministère de l'Économie et des finances. En effet, d'après les données fournies par le service, environ quatre-vingt mille dossiers de domiciliation liés aux opérations commerciales sont traités au niveau du Site intégré de gestion des opérations de change (SIG-OC), chaque année. Il s'agit d'un « système informatisé qui consiste en l'informatisation et l'automatisation du processus de traitement des dossiers liés au change ». Ainsi, avec la dématérialisation des services publics, fini l'époque de la paperasse. Toutes les entreprises qui exportent des

marchandises d'une valeur de plus de trois millions d'ariary ou celles qui importent des produits de plus de mille euros n'ont plus besoin de longues piles de dossiers de la part du ministère de l'Économie et des finances. Par contre, les opérateurs auront besoin de s'enregistrer auprès d'un compte SIG-OC. « Cela permet à la Finex de suivre de près le rapatriement de devises des produits exportés. En effet, il joue un rôle de premier plan dans la stabilité de l'ariary », explique Maminaina Rakotoarison, responsable auprès de la Finex. En effet, le retour de devises joue un rôle très important sur la stabilité monétaire d'un pays. La mise en place de ce dispositif est, en soi, une autre garantie du rapatriement de devises.

Filière pêche : La transparence comme toile de fond

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 JANVIER 2024

Madagascar vient de sortir son premier rapport sur la transparence des pêches. Cette initiative vise à aller loin dans la transparence de la gestion de son économie bleue.

Un vent de changement souffle sur le secteur de la Pêche et de l'économie bleue. En effet, c'est un pas de géant que le pays vient d'effectuer dans la lutte contre la surpêche, la pêche illicite et d'autres fléaux. Ces phénomènes qui minent la pêche dans les pays littoraux possédant plus ou moins un large espace maritime. La Grande île emboîte le pas vers une transparence plus accrue de la gestion de son économie bleue. Elle sort son premier rapport sur la transparence des pêches (FiTi), il s'agit d'un partenariat mondial qui cherche à accroître la transparence et la participation pour une gestion plus durable des pêches marines. La participation du pays à cette initiative démontre une volonté politique pour aller plus loin dans la transparence et la lutte contre la corruption. « Il s'agit d'une étape majeure vers la préservation, la gestion et le développement d'une pêche durable pour les générations futures. Il y a beaucoup d'autres pays qui n'ont pas encore adhéré à cette initiative alors que Madagascar s'est engagé sur cette voie depuis quelques années. La Grande île a voulu montrer son engagement à faire connaître à sa population la façon de gérer ses ressources halieutiques », affirme une source auprès du ministère de la Pêche et de l'économie bleue.

Travail collectif

La Grande île est devenue le troisième pays de l'océan Indien à participer à l'initiative de transparence de la pêche. L'enjeu est également d'ouvrir le secteur à d'autres possibilités, et ce, à travers la gouvernance et l'épuration des chaînes d'approvisionnement. « A la fois instrument par excellence de lutte contre la corruption et les pratiques répréhensibles, la transparence ouvre la voie au décloisonnement du secteur et à une meilleure attractivité des différentes activités exercées tout au long de la chaîne de valeurs et qui peuvent s'avérer rentables », évoque Mahatante Tsimanaoraty Paubert, ministre de la Pêche et



de l'économie bleue dans la préface du rapport FiTi. Dans ce rapport, les données sur le secteur de la Pêche dans le pays seront ainsi mises à jour chaque année pour plus de précisions. Et ce n'est que justice rendue car, chercheurs, sociétés de pêche et contribuables disposeront ainsi d'une base de données à portée de main et d'un tableau de bord pour ne plus naviguer à vue quand il s'agit de l'économie bleue. « C'est un travail collectif, le public autant que le privé ont contribué à la préparation et la publication de ce rapport qui marque le début d'une longue marche d'amélioration permanente de la transparence des informations relatives à la pêche à Madagascar, et, par conséquent, renforce progressivement la gouvernance de ce secteur stratégique », affirme Narindra Helinoro Sylviane Raharison, présidente du Groupe multipartite national. Il s'agit du groupe qui a élaboré ce rapport et est composé d'une douzaine de membres issus du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Ce rapport servira également de balise pour des moyens plus efficaces de collecter les données en vue de continuellement améliorer leur qualité. Fort de son potentiel, l'économie bleue joue un rôle crucial dans le développement du pays. En effet, la pêche génère plus de 800 millions de dollars pour le pays, contribuant ainsi à 6% de son produit intérieur brut.

Relance économique : Un rôle prépondérant du secteur minier

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 27 JANVIER 2024

Deuxième pilier du programme de relance économique du deuxième et dernier mandat du président élu, Andry Rajoelina, l'industrialisation est appelée à jouer un rôle de premier ordre dans le développement économique du pays.

L'industrie minière est considérée à juste titre comme un, sinon le plus grand élément de cet objectif de développement industriel.



Rôle prépondérant.

Les récents rapports et études nationaux et internationaux confirment ce rôle prépondérant du secteur minier. Dans sa note de Perspectives économiques de Madagascar, en 2022, la Banque mondiale avait, par exemple indiqué qu'entre 2013 et 2019, le secteur minier a participé, à hauteur de 30% dans la croissance du PIB passant ainsi devant les autres secteurs-clés comme le bâtiment et les travaux publics, les télécommunications, les banques et les services commerciaux. L'industrie extractive a fait mieux que les autres branches porteuses comme le textile, l'agroalimentaire et le tourisme. Faute notamment de nouveaux investissements, ces secteurs n'ont contribué que marginalement à la relance économique souhaitée par le gouvernement. La Banque mondiale rapporte également dans sa note de conjoncture économique, le rôle important de pourvoyeur de devises que joue le secteur minier. "Les recettes d'exportation ont été soutenues par la reprise de l'exploitation minière et du raffermissement de la demande mondiale. Si l'économie du pays était en récession au

cours de l'année 2020, les exportations minières se sont rapidement redressées, entraînant un rebond significatif des revenus et contribuant à une reprise plus rapide que prévu de la croissance du PIB au cours du troisième trimestre 2021 grâce à cette reprise de l'exploitation minière d'Ambatovy». Leviers du développement. Sur le plan national, le ministère de l'Économie et des Finances souligne également que le secteur minier figure parmi les leviers du développement. Selon le MEF, dans son document de performance, « Madagascar avait enregistré un rebond important de 19,7% de son secteur secondaire, incluant les mines en 2021. En 2022, la croissance de 13,7% du secteur secondaire aurait été portée essentiellement par l'industrie extractive qui croissait de 28%, notamment avec les exportations de nickel bondissant de 55.5%, celles du cobalt de 11.6% et celles du graphite de 32% ». Tout en constatant les blocages comme la baisse de la demande des produits minéraux qui persistent, ce département estime néanmoins que la dynamique du secteur extractif devrait être nourrie par l'application du nouveau code minier et le contexte international, qui tend toujours vers la transition énergétique.

Directives concrètes.

L'avenir du secteur minier est d'autant plus prometteur quand on sait que l'administration a déjà tracé le chemin de relance par le biais de directives concrètes pour une bonne gouvernance des richesses minières nationales. Pour ne citer, entre autres, que la promotion des grandes mines, la professionnalisation des artisans miniers, la mise en place de la Centrale de l'or et d'un laboratoire des mines aux normes internationales, l'augmentation de la contribution des mines au PIB national et la refonte du code minier. Quoiqu'il en soit, il y a encore de la place pour les investissements miniers. En effet, pour le moment, Madagascar ne compte que trois importantes mines d'extraction et de transformation des minerais stratégiques comme le nickel, le cobalt, l'ilménite, le titane, le zirconium ou encore la chromite. Le quatrième, en l'occurrence, le projet ilménite de Ranobe a déjà connu un stade de développement avancé, mais a été suspendu. Il ne reste plus que la volonté et la décision de l'Etat pour sa reprise, pour que ce dernier puisse rejoindre le club des investissements miniers qui rapportent.

Consommation: les prix varient autant, selon les régions

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 27 JANVIER 2024

Actuellement, le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC), mène une opération de contrôle des prix du riz dans quatre régions. Et force est de constater que les prix sont différents d'une localité à l'autre.

Le ministère de tutelle met en place des contrôles des prix dans plusieurs régions. Dans la Bongolava, les prix du riz sont légèrement inférieurs à ceux d'autres régions, entre 700 et 800 ariary le kapoaka, c'est-à-dire à moins de 3.000 ariary le kilo, plus précisément dans les districts de Tsiroanomandidy et Fenoarivobe. Lors de son passage dans le district de Tsiroanomandidy, l'équipe de la Direction régionale de l'industrie et du commerce (DRIC) Bongolava, a constaté que le riz Vary gasy se vend entre 700 et 750 ariary le kapoaka, soit entre 2.450 et 2.625 ariary le kilo.

Dans le district de Fenoarivobe, le prix de la même variété varie de 680 à 700 ariary le kapoaka, soit entre 2.625 et 2.800 ariary le kilo. Des prix inférieurs en tout cas, comparés à ceux des autres régions. Dans la Capitale, le même type de riz coûte entre 800 et 950 ariary le kapoaka. Cela a même atteint la barre des 1.000 ariary auprès de certains détaillants, comme c'est le cas à Antanimena ou Ambohimananina, à titre d'exemple. Toujours dans le district de Tsiroanomandidy, les riz Tsipala et Makalioka coûtent entre 750 et 800 ariary le kapoaka, alors qu'à Fenoarivobe, le prix affiché sur les étals pour ces mêmes variétés varie de 700 à 750 ariary le kapoaka, contre 800 à 950 ariary dans la Capitale. Dans la région Diana où le MICC a déjà effectué un contrôle, les prix du riz sont plus élevés, entre 950 et 1.000 ariary le kapoaka. Une autre variété appelée Madame Rose,

un riz naturellement parfumé, coûte entre 1.300 et 1.600 ariary le kapoaka.

La DRIC mène les négociations

Dans la région Sava, plus précisément dans le district d'Andapa, la DRIC a négocié avec les collecteurs et les usines de broyage, afin de mieux réguler le marché. « Les

prix du riz ne devraient pas dépasser les 160.000 ariary pour un sac de 60 kg à sa sortie d'usine, en dépit de la pluie qui rend difficile l'acheminement des produits (...) Une sensibilisation a été menée auprès des commerçants locaux pour qu'ils augmentent leurs stocks de riz », rapporte le MIC.

Industrialisation : La vitesse de pointe enclenchée

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 29 JANVIER 2024

La concrétisation du projet « Pépinières industrielles » a franchi un nouveau pas la semaine passée. Deux usines ont été installées dans le Vakinankaratra.

Le tour de Madagascar en cent jours. Comme le président de la République Andry Rajoelina l'a souligné, les ministres du nouveau gouvernement doivent faire leurs preuves en cent jours. Autrement dit pendant la période de grâce généralement accordée à un nouveau président avant de le juger. Le ministre de l'Industrialisation et du commerce, Edgard Razafindravahy était ainsi à pied d'œuvre dans le Vakinankaratra pour continuer la mise en place des Pépinières industrielles. Un projet cher au président de la République pour accélérer l'industrialisation, un des trois axes du développement qu'il a définis. Ainsi, si le projet visait jusqu'ici les districts, désormais il s'agit d'aller vers les communes selon les consignes du Président. Deux unités industrielles ont été installées dans la région du Vakinankaratra en une journée la semaine passée. La première a eu pour cadre la ville d'Antsirabe. Une unité de transformation de pomme en cidre a été remise. Une unité qui arrive à point nommé dans la ville première productrice de pomme du pays. Antsirabe et ses environs produisent 10.000 tonnes de pomme par an.

Opportunité

On sait que toute cette production a du mal à s'écouler sur le marché local et finit par pourrir. Raison pour laquelle les producteurs sont contraints de vendre à vil prix. Cette unité peut absorber une grande partie de cette production avec une capacité de traitement de 3 tonnes de pommes par jour. Cette tournée dans le Vakinankaratra a été mise à profit par le ministre Edgard Razafindravahy pour voir la situation des paysans producteurs à Andranomanelatra et ses alentours. Une concrétisation de la consigne du président de la République d'aller au contact direct de la



population à la base. Une rencontre édifiante qui a permis au ministre d'écouter et d'entendre les conditions dans lesquelles les producteurs vivent partout où il est passé. Les intermédiaires réduisent leur marge bénéficiaire. Un panier de 25 kg est cédé à 15.000 ariary. Une situation lamentable à laquelle le ministre Razafindravahy a apporté une solution sur le champ. Il a donné des astuces aux producteurs pour éviter les pertes et mieux gérer leur revenu. Il a parlé en toute connaissance de cause pour avoir été dans sa vie à la fois producteur et entrepreneur. À Betafo une usine de transformation de pomme de terre a été remise aux autorités locales. Là aussi il s'agit d'une opportunité bien sentie pour un district qui produit 30.000 tonnes de pommes de terre par an. Les chips constituent une alternative appropriée pour éviter les pertes. La mise en place des pépinières industrielles entamée l'année dernière continue ainsi sans relâche pour gagner les défis de l'industrialisation et concrétiser le Velirano numéro 8 du président de la République. Plus d'une vingtaine d'unités industrielles ont été installées depuis un an dans les communes et districts. Elles concernent divers produits comme l'arachide, la tomate, la pomme de terre, la pomme...L'objectif est de satisfaire les besoins locaux et réduire les importations.

Groupement professionnel : La Confédération du tourisme change de main

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 29 JANVIER 2024

Quelques changements interviennent dans le milieu du tourisme. En effet, de nouveaux membres sont élus à la tête du Conseil d'administration de la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM), un groupement professionnel dédié à la promotion du tourisme et de la destination. À commencer par Tojo Razafimahefa, élu à la tête du Conseil d'administration pour un mandat de trois ans. Auparavant, vice-président du CA, il remplace Aina Raveloson qui occupait ce poste depuis 2021. À l'issue d'une Assemblée générale qui s'est tenue la semaine passée, Johann Pless, alors président de la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar, est élu au poste de vice-président, tandis que François Xavier Mayer, Président directeur général du groupe «Princesse Bora Lodge» à Sainte-Marie, occupe

le poste de second vice-président de la CTM. Ainsi, ces changements interviennent comme une suite logique aux activités internes du groupe, intervenant à la fin d'un mandat. Les nouveaux membres du Conseil d'administration vont s'atteler à la promotion du tourisme, comme indiqué dans les attributs du groupement professionnel, mais aussi s'engager dans la relance dans laquelle le secteur privé et les acteurs gouvernementaux s'activent toujours. Les missions du nouveau CA de la Confédération du tourisme se résument également à la collaboration avec l'État et les partenaires techniques et financiers dans le but d'atteindre divers objectifs fixés par la Politique générale de l'État en matière de tourisme.

Qatar Airways : 14 vols hebdomadaires à opérer sur Madagascar

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 29 JANVIER 2024

La compagnie aérienne Qatar Airways prévoit d'opérer 14 vols hebdomadaires en provenance et à destination de Madagascar.

Un « Memorandum of Understanding » ou accord de coopération vient d'être signé entre les représentants de l'Aviation Civile de Madagascar et de Qatar, pour concrétiser ce projet, suite à une réunion technique avec la délégation qatarienne au bureau du ministre des Transports et de la Météorologie, Valéry Ramonjavelo.



Ce sera ainsi la 12e compagnie internationale qui dessert Madagascar avec le reste du monde. Sur les 14 vols hebdomadaires que Qatar Airways prévoit effectuer sur Madagascar, un vol par jour sera opéré pour le transport des passagers et un autre vol journalier pour le transport de fret. « Chaque vol de cette compagnie aérienne transportera ainsi 300 passagers à bord. Cette initiative permettra de

contribuer à l'atteinte de l'objectif d'un million de touristes visitant la Grande île dans les 5 ans à venir », a évoqué le ministre de tutelle, lors de la signature de ce « Memorandum of Understanding ».

Tripler le nombre de vols

Et lui de préciser que ce n'est qu'une première étape. La réunion entre les deux parties a d'ailleurs porté sur les aspects techniques de l'exploitation de la ligne aérienne reliant Madagascar et Qatar. En effet, « un autre accord de coopération sera prochainement signé entre les deux Etats. Ce sera ensuite suivi de la signature d'une convention de partenariat entre Madagascar Airlines et Qatar Airways », a-t-il enchaîné. Il est à noter que 80 vols internationaux reliant Madagascar et le reste du monde sont en ce moment enregistrés chaque semaine. « Nous prévoyons de tripler ce nombre de vols internationaux hebdomadaires afin d'atteindre cet objectif d'un million de touristes, en négociant avec d'autres compagnies aériennes internationales telle que Qatar Airways. Cette compagnie fait partie des plus puissantes compagnies aériennes dans le monde en assurant la desserte de plus de 170 destinations via son hub », d'après toujours les explications du ministre de tutelle. La réalisation de ce projet permettra ainsi à Madagascar de s'ouvrir en particulier sur le Moyen-Orient sans oublier de ramener des touristes provenant de plusieurs destinations desservies par Qatar Airways vers la Grande île. « Cette compagnie aérienne effectue actuellement deux vols par jour sur Seychelles », a fait savoir ce membre du gouvernement.

Vision Madagascar : Une année centrée sur l'immobilier et le développement durable

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 29 JANVIER 2024

Le secteur privé est prêt à relever les défis du développement économique du pays. Parmi les plus enthousiastes, figure le groupe ViMa (Vision Madagascar), qui a annoncé de nombreux investissements prévus pour cette année.

Bien qu'il soit actif dans de nombreux secteurs d'activités, ViMa a souligné son engagement envers le secteur immobilier et le développement durable. Telles sont les grandes lignes du discours prononcé par Zouzar Bouka, PDG du Groupe, lors de la cérémonie de présentation des vœux pour l'année 2024. Cet événement s'est déroulé samedi dernier à l'Écrin de Maeva Ambohimanga, marquant ainsi le début d'une année prometteuse pour ViMa. Alors que ViMa étend son influence dans divers secteurs d'activité, Zouzar Bouka met en lumière la priorité accordée à l'immobilier pour l'année à venir. Parmi les projets phares annoncés figurent la construction d'une tour de 10 000 mètres carrés, avec Téléperformance comme locataire principal, occupant la moitié de l'espace disponible. De plus, ViMa a obtenu une licence prestigieuse pour la construction d'un World Trade Center à Ankorondrano, un projet ambitieux qui comprendra des installations culturelles, des espaces dédiés au bien-être comme un centre de yoga, des restaurants et des salles de réunion, le tout dans un cadre holistique.

Acteur majeur

Ces initiatives s'inscrivent dans la vision de ViMa de devenir un catalyseur du développement d'un « nouveau



Madagascar », axé sur l'amélioration de la qualité de vie des Malgaches grâce à l'engagement du secteur privé. D'après ses dirigeants, ViMa s'engage à fournir des solutions innovantes et de premier ordre, mettant l'accent sur la qualité, l'innovation et les défis. Pour cette société, la qualité est au cœur de la compétitivité. « L'entreprise s'efforce de fournir des services satisfaisants en déployant énergie, savoir-faire et expertise. L'esprit d'équipe, la responsabilité et le respect sont les valeurs fondamentales sur lesquelles repose ViMa, reconnaissant que ses employés sont les piliers de son succès et essentiels au développement de Madagascar », a-t-il soutenu. Par ailleurs, dans l'optique d'une responsabilité sociétale, la société accorde une importance à la formation continue de son personnel, favorisant ainsi leur développement professionnel tout en

contribuant à la durabilité de l'écosystème. Bref, ViMa se positionne comme un acteur majeur de la transformation

de Madagascar vers un avenir meilleur, tout en offrant des solutions immobilières et des services de premier plan.

One district one factory: Inauguration de deux usines dans la région Vakinankaratra

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 29 JANVIER 2024

Le ministre de l'Industrie et du commerce (MIC), Edgard Razafindravahy, a inauguré deux usines de transformation dans les districts d'Antsirabe I et de Betafo, samedi. Celle d'Antsirabe I transforme la pomme en cidre, tandis que l'usine à Betafo, la pomme de terre en chips. Antsirabe produit 10.000 tonnes de pomme par saison. L'usine pourra en transformer 500 kg par heure. A l'issue des appels d'offres lancés par le MIC, c'est Ampalia Madagascar qui dirigera cette usine. Quant à Betafo, « la production saisonnière de

pomme de terre est de 30.000 tonnes et l'usine est capable de produire 150 kilos de chips par heure », selon le MIC dans son communiqué. La direction de l'usine est confiée à la coopérative Fanirisoa. « En plus des agriculteurs, les entrepreneurs à la direction des usines auront également du bénéfice », indique le MIC. Néanmoins, une évaluation de l'impact des usines sur les agriculteurs sera mise en place. « Un suivi sera effectué sur la marge bénéficiaire des agriculteurs avant et après l'arrivée des usines » rajoute-t-il.

Tourisme: le ministère appuie les artisans

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 29 JANVIER 2024

Un projet de mise en place d'un central d'achat de cornes de zébu est prévu à Imerintsiatosika afin de simplifier l'accès des artisans aux matières premières. Le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Joël Randriamandranto, a effectué une visite d'atelier dédié à la transformation de cette matière, vendredi. Les discussions entre le ministre et les acteurs du secteur, ont permis à l'aboutissement du projet. « Cette démarche s'inscrit dans l'engagement du ministère à se rapprocher davantage des artisans, favorisant ainsi un dialogue constructif pour résoudre les problématiques sectorielles », explique le ministère du Tourisme et de l'artisanat. « Ces initiatives s'alignent parfaitement avec les grandes lignes d'actions du ministère, axées sur la création de débouchés, la formation des artisans et l'amélioration de l'accès aux matières premières » rajoute-t-il, soulignant que

« c'est un pas significatif vers le développement durable de l'artisanat à Imerintsiatosika ». Route de l'artisanat Plusieurs produits peuvent être obtenus grâce à la transformation des cornes de zébu. A titre d'exemple, des artisans les transforment en bijoux, en objets de décoration ou encore en instruments de cuisine (cuillère à riz, couvert...). Le ministère du Tourisme et de l'artisanat se fixe également comme objectif de promouvoir l'artisanat à travers la professionnalisation, la structuration et la valorisation des activités artisanales. Dans cette optique, il compte mettre en place la route de l'artisanat. Il s'agit d'un nouveau circuit touristique qui s'étend le long de la RN 1. L'objectif étant de « mettre en avant les artisans tout au long de cet itinéraire, renforçant ainsi la visibilité de leur travail », explique le ministère du Tourisme et de l'artisanat.

Investissements : L'Union européenne apporte son soutien au Mic

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

L'Union européenne est prête à apporter son soutien au ministère de l'Industrialisation et du commerce afin d'appuyer techniquement l'État malgache dans son développement industriel.

Les bases posées, place à l'action. Les jalons d'une coopération plus poussée entre l'Union européenne et les autorités du ministère de l'Industrialisation et du commerce viennent d'être établis.



En effet, les organisations internationales ne regardent pas d'un œil passif l'évolution du climat des affaires et des

investissements dans la Grande île. Preuve en est donnée avec cette nouvelle confirmation de l'Union européenne qui s'engage à soutenir le pays dans son objectif de capter plus d'investisseurs et de développeurs. Une rencontre dans ce sens a eu lieu hier entre Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du commerce, et Isabelle Delattre Burger, ambassadrice de l'UE à Madagascar. Cette dernière a laissé entendre lors de sa rencontre avec le membre du gouvernement que « l'UE est prête à soutenir techniquement l'État malgache par rapport à son développement industriel et les investissements à Madagascar », assure-t-elle hier au siège du MIC à Ambohidahy. Il faut le dire, le monde des investissements continue d'évoluer.

Engagement

Ainsi, l'Union européenne s'attèlera à scruter avec le MIC des développeurs de projets expérimentés pour soutenir le développement de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des investissements, comme le soutien l'ambassadrice de l'UE. Les différentes réformes entreprises par le pays depuis quelques temps semblent redorer le ciel du climat des affaires, actuellement, et ne laissent pas les différents partenaires de marbre. En effet, qui aurait pu imaginer une décennie, voire quelques années auparavant, une

collaboration entre l'État et le secteur privé dans le cadre de l'industrialisation de la Grande île? Et pourtant, cela a été possible. « Les outils pour happer plus d'investisseurs et de développeurs de projets sont déjà mis en place. L'État et les autorités sont prêts à collaborer avec le secteur privé et surtout les diverses organisations internationales pour améliorer le climat des affaires », assure pour sa part Edgard Razafindravahy. Le précédent quinquennat a en effet été mis à profit pour instaurer un environnement des affaires plus incitatif et plus performant. Une nouvelle loi sur les

investissements a par exemple été instaurée récemment, favorisant ainsi le développement des entreprises locales et l'utilisation de capitaux à Madagascar. Il y a aussi le pacte sur l'industrialisation qui lie le secteur privé et l'État dans une programmation industrielle, visant à accroître le poids de l'industrie malgache à 30% de son Produit intérieur brut d'ici 2040. Un engagement qui se matérialise avec la mise en place du Conseil national pour l'industrialisation de Madagascar (CNIM). Tout cela joue en faveur de la Grande île dans son opération de séduction des investisseurs.

Coopération internationale : Madagascar assiste au sommet Italie-Afrique

RAVO ANDRIANTSALAMA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

Pendant deux jours, le sommet Italie-Afrique s'est déroulé à Rome et la Grande île est représentée par une délégation menée par Rafaravavita fika Rasata et Latiana Rakotondrazafy.

Avant-hier et hier s'est tenue à Rome, capitale italienne, la première édition du sommet Italie-Afrique. Madagascar a été représenté par une délégation conduite par Rafaravavita fika Rasata, ministre des Affaires étrangères et Latiana Rakotondrazafy, ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle. « Italie-Afrique : Un pont pour une croissance commune ». Tel est le thème de cette première édition. L'objectif étant de renforcer la collaboration entre l'Italie et les nations africaines, en promouvant une croissance mutuelle et des échanges fructueux. Le sommet entre dans le cadre de la perspective de la présidence italienne du G7 avec un grand rôle des pays africains et du « plan Mattei » qui est une vision italienne sur une coopération plus fructueuse avec le continent africain.

Rencontres bilatérales

Nombreux sont les thèmes abordés lors du sommet comme la coopération dans le domaine économique et infrastructurel, la sécurité alimentaire, la sécurité et la transition énergétique, la formation professionnelle et la



culture ainsi que la migration, la mobilité et la sécurité. Le sommet présente une opportunité pour Madagascar de peaufiner ses relations non seulement avec le pays organisateur, mais aussi, avec les pays participants dans divers domaines comme la politique, la stratégie ou encore l'économie. Pour ce faire, la délégation dirigée par les deux ministres a rencontré des personnalités italiennes et africaines dont, entre autres, le ministre italien de l'Éducation nationale et du mérite ainsi que le « Deputy minister of international relations and cooperation » de l'Afrique du Sud.

Marché interbancaire de devises : L'euro perd aux changes

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

Sur une pente descendante. De 4 998 à 4 903 ariary sur l'échelle des valeurs du Marché interbancaire de devises, MID. L'année qui a commencé sur les chapeaux de roue pour l'euro tend à une inversion des tendances.



Même si ces indications du MID sont aléatoires sur une évaluation tout aussi volatile, cette tendance à la baisse de l'euro peut toucher la sensibilité du milieu économique et financier. Il se peut, selon les premières réactions des

concernés, que la présentation du Programme général de l'État, PGE, par le président de la République Andry Rajoelina, les premières mesures prises et les actions immédiates entamées par la seconde mandature présidentielle auraient pu convaincre les principaux acteurs. Dans tous les cas de figure, le rapatriement de devises issues des exportations reste le principal cheval de bataille du régime pour mieux asseoir cette stabilité monétaire d'une fragilité évidente. Des contraintes plus poussées sont attendues aux récalcitrants à respecter des dispositions légales auxquelles ils sont soumis. Des voix commencent aussi à se faire entendre pour modifier le mécanisme du MID. Adopté sous le nom du système de change flottant, adoubi par les bailleurs de fonds lassés par la quête infructueuses de financements parallèles, initiée par des proches du président Albert Zafy. Une des causes à l'origine de son empêchement le 4 septembre 1996. Il est peut-être temps d'ouvrir le MID aux « hommes de l'ombre » qui gèrent d'épais matelas d'euros et de dollars.

Hydrocarbures : Le gouvernement jauge les prix du carburant

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

Une décision qui va faire couler beaucoup d'encre et d'essence, sinon de l'huile sur le feu. Le Conseil de gouvernement vient d'adopter un décret administrant les prix à la pompe. Dans le passé, cette disposition tout à fait légale couvre une période de six mois. Aucun détail sur cette intention n'a été invoqué dans le communiqué y afférent. Mais ceux qui suivent ce dossier se rabattent aussitôt sur l'accord passé avec le Fonds monétaire international, FMI, le 19 mai 2023. Il a été convenu que « le redressement de la compagnie nationale d'électricité et d'eau, Jirama, reste une priorité pour réduire son coût pour le budget de l'État et améliorer le service rendu. Les autorités se sont engagées à renforcer le suivi et la transparence de la situation financière de la Jirama. Elles ont redit leur détermination à mettre en œuvre un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant à partir du premier trimestre de cette année, ainsi que des filets de sécurité sociale renforcés. Les autorités continuent la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption et renforceront le cadre juridique pour permettre un contrôle public adéquat des politiques publiques ». La Jirama et ses dettes colossales envers les pétroliers deviennent indissociables de ces prix du carburant. Avec les passifs, l'écart entre les prix réels et les prix affichés, en faveur de ces mêmes pétroliers, est plafonné à 300 milliards d'ariary. La question découle d'elle-même : le gouvernement a-t-il renoncé à ce mécanisme d'ajustement des prix du carburant et poursuivra-t-il les



compensations financières sus-évoquées ? Sur le marché international, il est indiqué que « l'offre mondiale de pétrole devrait atteindre un niveau record en 2024, sauf perturbations majeures au Moyen-Orient, tandis qu'un ralentissement de la croissance de la demande est attendu, a estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) jeudi. L'offre devrait croître de 1,5 million de barils par jour (mb/jMBJ) abréviation de Million(s) de Barils (de pétrole brut) par jour, sachant qu'un baril équivaut environ à 159 litres, soit 42 gallons américains, pour atteindre un niveau inédit de 103,5 mb/jMBJ, alimenté par une production record aux États-Unis, Brésil, Guyana et Canada ». Au même moment, le prix du Brent, le pétrole de la mer du Nord, a atteint son plus haut niveau depuis septembre, soit 82,43 dollars le baril. Tous ces paramètres exogènes devraient se répercuter sur les prix du carburant à Madagascar.

Transformation de l'agriculture : Collaboration entre la BAD et le CGIAR

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et les centres de recherche agricole internationaux ont annoncé leur partenariat pour révolutionner l'agriculture africaine et renforcer la sécurité alimentaire sur le continent. Cette collaboration stratégique vise à exploiter le potentiel considérable de l'Afrique, qui détient 65 % des terres arables non cultivées dans le monde. Réunis au siège de la BAD à Abidjan, le président Akinwumi Adesina et les directeurs généraux du Consortium des centres internationaux de recherche agricole (CGIAR) ont exploré des moyens d'accroître la productivité alimentaire et agricole en Afrique.



Cette réunion historique marque une étape cruciale dans les efforts visant à libérer le potentiel agricole du continent et à

garantir une sécurité alimentaire durable pour sa population croissante. Les centres du CGIAR, répartis à travers l'Afrique, concentrent leurs activités sur des initiatives visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, réduire la pauvreté et améliorer la gestion des ressources naturelles.

Financements

La BAD a souligné l'importance de libérer le potentiel agricole de l'Afrique en déployant des technologies innovantes auprès de millions d'agriculteurs africains. Il a placé l'agriculture au cœur du travail de la BAD et de l'avenir du continent. Parmi les discussions tenues, l'accent a été mis sur l'obtention de financements à long terme pour la recherche agricole, l'amélioration de l'efficacité du CGIAR et le renforcement des capacités des partenaires nationaux dans le secteur agricole. La BAD envisage également d'inclure le CGIAR dans son programme de prêts à long terme aux pays africains, reconnaissant ainsi le rôle crucial des centres de recherche dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de la sécurité alimentaire. Les dirigeants ont exprimé leur volonté de collaborer étroitement pour mettre en œuvre les résultats du Sommet de Dakar sur l'alimentation, organisé conjointement par la BAD, l'Union africaine et le gouvernement sénégalais. Cette initiative a mobilisé plus de 70 milliards de dollars pour soutenir les efforts mondiaux en faveur de la sécurité alimentaire.

Pépinières industrielles : Vers l'essor économique des zones bénéficiaires

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

Les productions agricoles sont parfois freinées par les difficultés de commercialisation, selon le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC). Celui-ci apporte des solutions, au niveau local, pour permettre aux paysans d'intensifier leurs activités.

Dans un effort visant à soutenir les producteurs de pommes confrontés à des défis de commercialisation, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, s'est rendu à Andranomanelatra pour discuter directement avec les agriculteurs locaux. La situation est poignante : des paysans venant parfois de très loin, jusqu'à 20 km, transportent leurs précieuses récoltes à pied jusqu'à Andranomanelatra, dans l'espoir de trouver des acheteurs. Malheureusement, le prix proposé par les grossistes avoisine seulement les 15 000 ariary par caisson, soit environ 600 Ar par kilo. Pour ces travailleurs acharnés, c'est une maigre récompense pour leurs efforts et leur dévouement. Le ministre Razafindravahy, sensible à cette réalité, s'est engagé à trouver des solutions concrètes. Sa récente descente sur le terrain a été marquée par des discussions directes avec les producteurs, mettant en lumière les pratiques optimales de conservation des produits et d'optimisation des ventes pour éviter les pertes inutiles. « Nous devons agir rapidement pour améliorer les conditions des agriculteurs. C'est pourquoi nous sommes actuellement en train de mettre en place des pépinières industrielles au niveau local pour résoudre ces problèmes persistants », a déclaré le ministre. Dans le cadre de cette mission, Antsirabe a reçu un coup de pouce majeur. Le MIC a remis à la ville, une machine industrielle de transformation de pommes en cidre, dotée d'une capacité impressionnante

de 3 tonnes par jour. Cette initiative vise à stimuler la chaîne de valeur locale, offrant de nouvelles opportunités aux producteurs et renforçant l'économie régionale.



Groupement

Par ailleurs, le ministre a également présenté aux paysans le concept de société coopérative. Cette approche collaborative permet aux producteurs de s'unir pour optimiser leurs activités et accéder à de nouveaux marchés. Des succès notables ont déjà été enregistrés dans le secteur de la vanille, avec l'octroi récent d'un agrément pour l'exportation, ouvrant la voie à une commercialisation directe par le biais de sociétés coopératives. À travers ces efforts, le gouvernement s'engage à renforcer les capacités des producteurs locaux, à promouvoir l'innovation et à créer des opportunités durables pour les communautés agricoles à travers Madagascar. Pour le MIC, le chemin est encore long, mais avec un engagement déterminé, un dialogue ouvert et des actions concertées, l'avenir des producteurs de pommes à Antsirabe s'annonce plus prometteur que jamais.

Promotion de la pisciculture : Une formation pour les habitants d'Ankazobe

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 JANVIER 2024

Hier, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB) a organisé une formation en pisciculture à Ankazobe. Cette initiative vise à fournir aux participants les connaissances et les techniques nécessaires pour l'élevage de carpes et de tilapias, essentielles à l'aquaculture locale. 42 personnes ont assisté à cette session, venues de divers horizons. Sous la direction des experts du MPEB, les participants ont appris les meilleures pratiques de gestion des bassins, la nutrition et la santé des poissons. Selon les représentants du ministère, cette formation sera déployée dans sept autres districts de la région Analamanga. L'objectif est de promouvoir

l'aquaculture et de stimuler la création d'emplois. En effet, la session à Ankazobe marque le début d'une série d'initiatives similaires dans la région. Le MPEB espère que ces formations aideront à dynamiser la production locale et à stimuler l'économie régionale. En dotant les participants des compétences nécessaires pour réussir dans l'élevage de poissons, le gouvernement espère créer un élan économique durable dans les différentes régions du pays. L'espoir règne quant à l'avenir de l'élevage aquacole à Ankazobe. Avec le soutien continu du gouvernement, la pisciculture pourrait devenir un moteur de croissance pour cette zone.

Transports : Les liens maritime et aérien avec Mayotte à renforcer

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 31 JANVIER 2024

Des discussions reprennent à la table des échanges, notamment en ce qui concerne les questions relatives aux transports aérien et maritime vers le département français de Mayotte. En effet, une délégation de la société Madintex, opérant dans le domaine des transports et de la logistique, a rencontré le ministre des Transports et de la météorologie lundi dernier. Ainsi, la reprise des vols directs entre la Grande île et Mayotte a été au centre des discussions. Cette initiative vise, dans un premier temps, à « favoriser les

échanges commerciaux et le tourisme », comme l'indique le département ministériel dans un communiqué. Le choix de reprendre une desserte aérienne en termes de vols directs et de fret semble judicieux en raison de la consistance des voyages existant entre les deux îles. Chaque année, plusieurs milliers de personnes voyagent à Madagascar en provenance de Mayotte, que ce soit pour le tourisme, les études, ou même l'émigration. Certains jeunes mahorais, et par extension d'autres jeunes issus d'autres pays comme

les Comores, préfèrent faire leurs études à Madagascar. D'autres catégories de gens, professionnels cette fois-ci, tentent le tout pour le tout l'émigration vers Mayotte. L'intensité du trafic est telle qu'un véritable microcosme s'est formé autour de ce mouvement entre la Grande île et ses voisines immédiates. En ce qui concerne le trafic maritime, les discussions entre le MTM et le groupe Madintex ont porté sur les moyens d'accroître les flux entre Mayotte et Madagascar. « Dans le secteur maritime, les parties ont

examiné des moyens d'optimiser les routes existantes, d'augmenter la fréquence des traversées et d'explorer de nouvelles voies pour stimuler le commerce bilatéral. Cette initiative vise à créer une connectivité accrue entre les deux îles, offrant des avantages économiques et sociaux tels que la stimulation du commerce transfrontalier, la croissance du tourisme, la réduction des empreintes environnementales du transport par l'optimisation des trajets et la stratégie de proximité », explique-t-on.

Reforestation : Six mille hectares à reboiser dans le Boeny

VERO ANDRIANARISOA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 31 JANVIER 2024

La région Boeny n'a pas été en reste pour participer à la campagne de reboisement en cette nouvelle année 2024. Le lancement officiel a eu lieu vendredi, à Mangapaika.

«Fambolen-kazo : manarina tontolo, manatsara famokarana, mamelon'aina maro », le reboisement restaure l'environnement, améliore la productivité, revigore de nombreux êtres vivants (traduction libre). C'est le thème choisi par la région Boeny pour débiter la campagne de reboisement 2024, dans la commune rurale d'Antanambao-Andranolava, du district de Marovoay.



Selon le quota officiel prévu, six mille hectares sont à reboiser cette année, dans la région Boeny, sur les 90 000 hectares prévus dans la politique générale de l'État. L'opération a commencé vendredi, sur vingt hectares de superficie à Mangapaika, à l'extérieur de la juridiction de Mahajanga-ville. Quatre variétés d'arbres ont été repiquées à savoir « Lecomtella madagascariensis », «Khaya senegalensis », « Gmelina » et Mahabibo. Selon les techniciens, ils ont une croissance rapide et poussent sur tous les types de sols. « L'arbre que nous avons planté

poussera et sera utile pour les générations futures. Le souhait est que ces arbres ne soient plus transformés en bois de chauffage, car Madagascar serait détruit si la forêt est détruite. Une conversation avec le directeur international de l'Environnement l'année passée, a permis de savoir que les habitations des hommes devront être éloignées de ces plantations, car les humains sont les seuls êtres vivants à détruire la forêt », martèle le gouverneur de la région Boeny, Mokhtar Andriantomanga. Il a déploré l'état de la station forestière de Marohogo qui aurait dû être recouverte de forêt, à l'heure actuelle. En réalité, il n'y reste plus grand-chose après les séries de destructions et d'incendies.

Crucial

« La commune rurale d'Antanambao-Andranolava a été choisie car les grandes villes ne sont pas les seules à avoir besoin d'un environnement sain, mais les agriculteurs et les éleveurs aussi, qui constituent 80% de la population. De surcroit, l'environnement y est également touché par les catastrophes naturelles », déclare le directeur interrégional de l'Environnement de Boeny/Betsiboka, Jimmi Christian Andrianantenaina. La coopération de la région avec cette direction Boeny-Betsiboka et le Programme de lutte antiérosive a permis de réaliser cette campagne de lancement du reboisement. Les différents représentants des collectivités territoriales décentralisées et des services techniques déconcentrés ainsi que le secteur privé ont participé à cette action qui a mobilisé des milliers de personnes. L'équipe de l'Office régional du Tourisme de Boeny, dirigée par le président du conseil d'administration, Eric Razafimaitra, a été présente à cet événement crucial pour le développement durable du pays, pour les générations futures et pour le secteur du tourisme.

« Route de l'Artisanat » : Un nouveau circuit touristique à créer sur la RN1

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 31 JANVIER 2024

L'artisanat et le tourisme sont à la fois deux secteurs interdépendants et pourvoyeurs de devises et d'emplois à la nation.

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto n'a cessé de le réitérer. Son département ministériel se charge ainsi de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de la coordination de la politique de l'Etat dans ces domaines. L'objectif consiste à promouvoir les investissements touristiques, la destination Madagascar et les métiers du Tourisme ainsi que l'artisanat à travers la professionnalisation, la structuration et la valorisation des activités artisanales. Pour ce faire, le ministre de tutelle a effectué une visite d'atelier dédiée à la transformation

de cornes de zébus à Imerintsiasosika. « Cette démarche s'inscrit dans l'engagement ministériel à se rapprocher des artisans tout en favorisant un dialogue constructif permettant de résoudre les problématiques sectoriels », a-t-il fait savoir.

Mise en place d'une centrale d'achat.

A cette occasion, il a annoncé la mise en place d'un nouveau circuit touristique baptisé « La Route de l'Artisanat ». Ce nouveau circuit sera créé sur la Route Nationale No 1 (RN1). Les artisans seront mis en avant tout au long de cet itinéraire. Ce qui permettra ainsi de renforcer la visibilité de leur travail en incluant entre autres, la visite d'un atelier de transformation de cornes de zébus à Imerintsiasosika.

Par ailleurs, les discussions entre le ministre en charge du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto et les artisans locaux ont abouti à la décision de mettre en place une centrale d'achat de cornes de zébus afin de faciliter l'accès aux matières premières pour ces artisans. « Ces initiatives s'alignent parfaitement avec les axes

stratégiques du ministère, visant la création de débouchés, la professionnalisation des artisans et l'amélioration de l'accès aux matières premières. Il s'agit ainsi d'un pas significatif vers le développement durable de l'artisanat dans la région d'Imerintsiatosika », a-t-il conclu.

IPC 2023 : Madagascar perd un point par rapport à 2022

JULIEN R. | MIDI MADAGASCAR | 31 JANVIER 2024

Le score de Madagascar par rapport à celui de 2022 n'a pas beaucoup évolué concernant l'indice de perception de la corruption. Selon le rapport publié hier par Transparency International Initiative Madagascar (TI-IM), la Grande île réalise un score de 25/100 en 2023, perdant un point par rapport à 2022. Madagascar se classe ainsi 145ème sur 180 pays classés. Elle recule d'une place sur le classement mondial. « Les écarts à la hausse où à la baisse ne sont pas significatifs », a soutenu Ketakandriana Rafitoson, directrice exécutive de TI-IM, par rapport à cette perte de point. « Ils traduisent plutôt une stagnation », a-t-elle ajouté. Une stagnation qui rejoint en effet la tendance mondiale, d'après les explications.

Principales causes.

Le meilleur score que le pays a réalisé datait de 2012 durant lequel l'indice enregistré était 32/100. Après, l'indice n'a cessé de baisser, et depuis le score tourne autour de 25/100, rappelle un communiqué de TI-MG qui a avancé différents facteurs comme étant les principales causes de cette stagnation. Il s'agit entre autres de la mauvaise

gouvernance chronique, mêlée à des promesses anti-corruption tonitruantes suivies d'actions limitées, de la persistance du corporatisme, de la mainmise de l'exécutif sur le judiciaire et le législatif, de la non-application de la loi, du clientélisme et de la capture de l'Etat par des intérêts privés, du déclin de l'espace civique et des libertés fondamentales - incluant les persécutions des lanceurs d'alerte anti-corruption, de la non-adoption de la loi pour l'accès à l'information à caractère public, de la multiplication des scandales de corruption impliquant des personnes politiquement exposées et de la persistance de l'impunité qui lui est liée constituent les principales raisons de cette stagnation. En tout cas, le régime a fait de la lutte contre la corruption pour ce nouveau mandat d'Andry Rajoelina une priorité. Comme preuve, dans un acte solennel, les ministres ont juré, lors de leur investiture, de demeurer intègres tout au long de leur mandat, sous peine de poursuites judiciaires et de révocation de leurs fonctions. Des conséquences significatives sont ainsi attendues dans les années, voire les mois, qui viennent.

Importation - Exportation : L'allègement de la procédure continue

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 01 FÉVRIER 2024

Le temps, c'est de l'argent ! Et l'économie d'un pays a besoin d'argent pour fonctionner. Néanmoins, un dividende vient jouer dans cette équation. La lourdeur du processus tend à l'import qu'à l'export. En effet, il existe encore certains défis afin d'alléger ces procédures car elles pénalisent le commerce. Le temps imparti aux acteurs pour régler les procédures aux frontières est en effet relativement long. La suite est une question de logique et d'arithmétique simple. « Ce processus latent fait perdre du temps et de l'argent à toutes les parties, à l'État comme aux acteurs économiques », fait savoir Ernest Lainkana Zafivanona, Directeur général des douanes hier. C'était en marge de l'Assemblée générale annuelle du Conseil national de facilitation des échanges (CNFE). Il s'agit d'un organe de coercition et de décision pour le développement du commerce extérieur. Les initiatives prises par les parties composant ce conseil portent sur divers domaines du commerce extérieur de la Grande Ile, néanmoins, les efforts se concentrent sur le défi de l'allègement des procédures au niveau de la douane. « Plus on allège les procédures, mieux ce sera pour le commerce. On essaie au niveau de la douane de faire en sorte que le processus soit réduit au minimum. En fait, tout ce qui porte sur les décisions liées à différents départements prend beaucoup plus de temps et n'est pas encore dématérialisé, cela pénalise le commerce et fait en sorte de ne pas faire bénéficier aux acteurs du commerce la facilitation qu'ils devraient avoir », explique Ernest Lainkana Zafivanona. Une des raisons également qui entravent la



facilitation des échanges commerciaux pour la Grande Ile est qu'elle ne possède pas encore des dispositifs adéquats pour le transport maritime. « Si on arrivait à être plus actif dans ce domaine, cela aiderait grandement le commerce », confirme le DG des douanes, avant de poursuivre. Avoir une politique maritime, notamment par rapport au cabotage maritime national permettrait d'exploiter ce potentiel maritime pour envoyer les produits vers le port de Toamasina. Nous ferions ainsi une économie de temps et d'argent ». Actuellement, l'extension du port de Toamasina devrait permettre de développer le système de cabotage maritime national et permettrait d'accélérer les opérations de transit si l'on en croit les informations fournies par le DG de la douane.

Madagascar – Chine : Renforcement de la coopération dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 01 FÉVRIER 2024

L'agriculture et de l'élevage font partie des secteurs prioritaires soutenus par le gouvernement chinois dans le cadre de la coopération entre Madagascar et la Chine. Les deux pays prétendent de renforcer la coopération bilatérale dans ces deux domaines contribuant à l'atteinte de l'objectif de l'autosuffisance alimentaire que s'est fixé le gouvernement malgache. C'est ce qu'on a appris lors de la visite de courtoisie effectuée par une délégation chinoise conduite par le Chargé d'Affaires de l'Ambassade de la République Populaire de Chine à Madagascar, Chen Xiaolei auprès du ministre en charge de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona récemment dans ses locaux à Anosy. Parmi les points évoqués à l'issue de cette rencontre entre les deux parties, il a été soulevé la promotion de la culture de riz hybride. En effet, l'expérimentation de cette variété de semence importée de Chine dans plusieurs régions de l'île est déjà concluante. Elle est adaptée aux conditions climato-pédologiques des zones de cultures. En outre, le riz hybride procure de nombreux avantages pour les paysans étant donné que le rendement de productivité enregistré est plus élevé atteignant entre 8 tonnes et 12 tonnes à l'hectare.

Éviter la dépendance en importation

La concrétisation du projet de production de semences de riz hybride sur place a été ainsi évoquée. Ce qui permettra d'éviter la dépendance en importation de cet intrant agricole pour les exploitants malgaches. Il est à rappeler que le groupe STOI opérant dans le secteur de l'agri-business en est l'initiateur de ce projet riz bride contribuant également

à la lutte contre l'insécurité alimentaire, et partant, à l'atteinte de l'autosuffisance en riz dans le pays. Il travaille en partenariat avec des milliers de paysans partenaires répartis dans plusieurs régions dans le cadre de la mise en application du système d'agrégation agricole, pour ce faire. Autrement dit, le groupe fournit les intrants agricoles y compris les semences de riz hybride à titre de crédit et l'encadrement technique aux paysans. Ces agrégés, à leur tour, effectueront le remboursement des prix de ces intrants en vendant aux prix du marché leurs productions à la STOI.

Mise en place d'un abattoir aux normes

En outre, les deux parties ont discuté de la promotion des produits d'export de la Grande île pour ne citer que le litchi et la vanille sur le marché chinois. Il est à noter que la Chine constitue actuellement le premier pays importateur de crabes vivants en provenance de Madagascar. Parlant du domaine de l'élevage, un abattoir destiné aux petits ruminants notamment les moutons, respectant les normes, sera prévu de mettre en place prochainement, toujours dans le cadre de cette coopération entre Madagascar et la Chine. Ce qui permettra de faciliter l'exportation de viande de moutons qui est très prisée sur le marché international, et ce, après avoir réuni toutes les conditions requises. L'objectif de la mise en œuvre de ces projets de coopération entre Madagascar et la Chine consiste à améliorer le niveau de vie des paysans oeuvrant dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage qui constituent un des leviers de développement socio-économique de la nation.

Cidre d'Antsirabe : Lancement de la production par Ampalia à Antsenakely

ANTSA R.. | MIDI MADAGASCAR | 01 FÉVRIER 2024

L'usine de production de cidre à Antsenakely Antsirabe tourne à plein régime. La machine industrielle, mise à disposition par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) dans le cadre du projet ODOF (One District One Factory), transforme 500 kg de pommes par heure. Cette initiative vise à capitaliser sur la réputation d'Antsirabe en matière de production à grande échelle de pommes et à faire du cidre un nouveau fleuron de la région. Selon le ministère, la machine est déjà opérationnelle et est exploitée par la société Ampalia. Afin de garantir le succès du projet, le MIC continue de soutenir Ampalia en l'aidant à trouver des débouchés pour ses produits finis.

Des accords ont été conclus entre la société et les autorités étatiques, avec la garantie que les produits d'Ampalia seront disponibles dans les grandes surfaces. La visite récente du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, à l'usine confirme le bon fonctionnement de cette pépinière industrielle. Le ministre a souligné que ce projet profite particulièrement aux communautés locales, en offrant des emplois et des débouchés aux agriculteurs locaux. La collaboration entre les dirigeants de la société et les responsables étatiques est cruciale pour assurer le développement et le succès de cette entreprise.

Industrialisation: appel à projets pour les entrepreneurs

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 01 FÉVRIER 2024

Dans le cadre de la réalisation du projet One District, One Factory (OdoF), le ministère de l'Industrie et du commerce (MIC) lance des appels à projets dans quatre districts (Toliara I, Toliara II, Ampanihy Ouest et Morombe). D'ores et déjà, le MIC souligne que la direction des usines sera léguée aux entrepreneurs locaux, à condition qu'ils remplissent les critères nécessaires. «Les postulants doivent être implantés dans la région Sud-ouest, disposer de statuts juridiques aux normes et n'avoir aucun problème dans les paiements des

obligations sociales et des impôts (Nif, stat et RCS)», indique le MIC dans son communiqué. Pour le district de Toliara I, une usine de production de pâte alimentaire y sera installée. Toliara II sera doté d'une usine de transformation de chips. Dans le district d'Ampanihy Ouest, une huilerie y verra le jour en partenariat avec la coopérative de production d'arachide régionale. Enfin, une usine de production de poudre de grains secs sera établie dans le district de Morombe.

Résilience et durabilité: le FMI présente le programme FRD

ARH. | LES NOUVELLES | 01 FÉVRIER 2024

Une délégation du Fonds Monétaire International (FMI), dirigée par Frédéric Lambert, est en mission officielle à Madagascar jusqu'au 2 février. Elle a récemment rencontré la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ainsi que le ministre de l'Environnement et du développement durable, Max Fontaine Andoniaina, dans le dessein de présenter le programme Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Le programme FRD repose sur trois piliers fondamentaux. Tout d'abord, il soutient la mise en œuvre de réformes politiques appropriées visant à résoudre les questions climatiques. Deuxièmement, il

répond aux besoins d'assistance technique du pays en renforçant ses capacités. Enfin, la FRD offre un financement concessionnel à long terme, permettant ainsi au pays bénéficiaire de financer ses différentes actions climatiques. Cette mission sera également l'occasion pour les équipes du FMI et du gouvernement malgache de suivre la mise en œuvre des repères structurels convenus dans le cadre de la quatrième revue du programme Facilité Élargie de Crédit (FEC). Les résultats de cette revue influenceront la décision de prolonger l'actuel programme FEC ou de conclure un nouveau programme.

Programmation industrielle : Le Syndicat des industries réitère ses engagements

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 FEVRIER 2024

Une rencontre a eu lieu entre le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) et le ministre de l'Industrialisation et du commerce, Edgard Razafindravahy hier, à Ambohidahy.

Coopération. Le Syndicat des industries de Madagascar (SIM), un des représentants du secteur privé est déterminé à apporter sa pierre à l'édifice dans l'industrialisation de la Grande île. « Le secteur privé réitère ses engagements à avancer avec le MIC », affirment les représentants du SIM durant la rencontre avec le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy hier à Ambohidahy.



L'état d'esprit est resté le même que lors des négociations entre les secteurs publics et privés durant l'échafaudage du pacte sur l'industrialisation : une coopération sans faille et durable en vue de l'industrialisation du pays. Dans cette foulée, les attentes du secteur privé ont également été ré-évoquées. « Nous avons espoir que des résultats positifs seront à constater par le biais de cette coopération, et celles à venir que ce soit en termes d'appui aux entreprises ou encore dans le secteur industriel malgache », évoque

Tiana Rasamimanana, président du SIM. La course au développement industriel est engagée, le décor est planté, il ne reste qu'à concrétiser les projets en s'acheminant vers l'horizon 2040. Echéance de la programmation industrielle élaborée et concrétisée par l'État et le secteur privé. Ce pacte qui lie les deux parties vise à doubler le poids de l'industrie dans le Produit intérieur brut du pays (de 15 à 30%).

Une volonté commune

Comme l'état concède l'industrialisation comme élément incontournable au développement du pays, le SIM et le ministère de l'Industrialisation et du commerce s'accordent sur le fait que seule, la collaboration étroite est le moyen d'arriver à industrialiser le pays. « Les visions et les parties prenantes ne devraient pas s'éloigner les unes des autres pour que les investisseurs perçoivent la synergie entre le secteur privé et l'État dans la mise en œuvre du développement », affirme Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du commerce. Des projets sont déjà à leur vitesse de croisière. Tels les projets de pépinières industrielles dans le cadre du projet One District One Factory (ODOF) qui continuent son petit bonhomme de chemin à une allure soutenue. « L'objectif est de produire localement les marchandises et les produits dont la population a besoin. Cela pourra réduire la dépendance aux importations mais créera également dans la foulée, des emplois », précise la Politique générale de l'État. Depuis l'année dernière, plus d'une vingtaine d'unités industrielles ont été mises en place dans les districts et même dans les communes. Cette épopée réalisée par le ministère de l'Industrialisation et du commerce confirme la volonté d'aller plus loin, mais aussi et surtout d'aller au contact des populations de base pour développer les industries et les intérêts des producteurs.

Tourisme : De grands investisseurs à capter

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 FEVRIER 2024

Mettre les bouchées doubles. Le plan d'attaque pour le secteur touristique à Madagascar prend forme et s'articule autour des moyens de séduire de grands investisseurs pour développer le tourisme. C'est ce qui a été développé hier par Christian Ntsay, chef du gouvernement, devant les députés. « Pour ce quinquennat, les efforts déployés seront

maintenus. Le secteur touristique se focalisera davantage sur la façon d'attirer plus de grands investisseurs, qu'ils soient malgaches ou étrangers », indique-t-il. En effet, le secteur touristique aura besoin de plus d'argent à investir dans la mesure où l'on vise à accroître le nombre d'infrastructures hôtelières dans le pays. Faut-il rappeler que la Grande île

a besoin de onze mille chambres supplémentaires pour pouvoir assurer la réception des visiteurs qui sont censés venir dans le pays d'ici à 2028. En effet, sauf un coup de théâtre d'ordre sanitaire, financier ou autre, le pays devrait, d'ici à cinq ans, accueillir son premier million de touristes. D'ici là, le renforcement et la construction de nouvelles infrastructures, ainsi que le développement des différents marchés déjà acquis, tant dans le tourisme que dans l'artisanat, seront les fils conducteurs des activités de l'État et du ministère de tutelle. « La nouvelle loi sur les investissements devrait faciliter les plaidoyers et les négociations avec les investisseurs », indique-t-on.

Source de revenus

Ainsi, des guides sur les investissements dans le secteur touristique seront édités d'ici quelques mois afin que les investisseurs potentiels puissent disposer des données et des statistiques dont ils auront besoin pour tâter le terrain, ou encore pour se faire une idée du potentiel de la Grande île. Des mesures qui s'avèreront également très utiles pour sauver des emplois et en créer des milliers d'autres, tous domaines du secteur touristique confondus. Selon de récentes projections, ce domaine d'activités est prévu générer pas moins de cent mille emplois directs. « Le



tourisme et l'artisanat sont deux secteurs complémentaires. Les touristes ramènent des souvenirs chez eux quand ils sont de passage à Madagascar. Il est alors parfaitement possible de générer des revenus importants à partir de ces secteurs d'activités », explique le Premier ministre. Dans cinq ans, l'artisanat est également prévu générer deux millions de personnes vivant directement ou non de cette activité. Cela jouera grandement sur le Produit intérieur brut du pays, d'après les explications fournies. Cette année, les projections sur le nombre de visiteurs tablent sur 300 000 arrivées.

Consommation : Renforcement des descentes dans les marchés

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 FEVRIER 2024

La guerre aux irrégularités et aux produits nocifs à la santé des consommateurs est déclarée. Cela, depuis longtemps a été le branle-bas de combat des agents et commissaires du commerce, pourtant, d'autres entités sont impliquées dans cette lutte.



Il y a justement l'Association de protection des consommateurs qui, comme son nom l'indique, donne la priorité aux intérêts des consommateurs. Une rencontre entre cette association et la Direction de la protection des consommateurs (DPC) du ministère de l'Industrialisation et du commerce a eu lieu hier. En effet, les descentes au niveau des marchés et des distributeurs, grossistes comme détaillants, seront renforcées si l'on croit le MIC. Celles-ci s'effectueront avec l'Association de protection

des consommateurs. « Les opérations visant à protéger les consommateurs seront améliorées et renforcées. Nous (Le MIC, Ndlr) mènerons ensemble avec les associations de protection des consommateurs des descentes régulières. L'objectif reste toujours d'opérer ensemble dans le but de protéger les consommateurs de la volatilité des prix sur les marchés locaux. Il y a aussi d'autres sortes d'abus dont ils sont victimes, notamment la manipulation des marchandises ou encore l'utilisation de balances trafiquées », explique Laurencia Razanadrakoto, directrice de la Protection des consommateurs au sein du MIC hier. « Nous sommes prêts à travailler de concert avec le MIC pour effectuer les descentes dans les marchés et lutter contre les différents abus constatés contre les consommateurs. Les solutions pérennes contre ces abus ont toujours motivé notre collaboration avec le ministère depuis longtemps », affirme pour sa part les différentes associations qui ont pris part à la discussion hier. En effet, les marchés, lieux d'échange et de commerce peuvent souvent, et en un clin d'œil, se transformer en des lieux où toutes sortes d'abus sont possibles. Des prix trafiqués, des balances irrégulières, nombreux sont les abus. Toutefois, la menace qui plane aussi sur les consommateurs est celle des produits qui sont nocifs à la santé en raison de leur état, leur date de péremption ou encore des conditions dans lesquelles ils sont stockés ou, dans le pire des cas, une mauvaise foi des commerçants.

Remittance: MVola s'associe avec Thunes et Orange Money Europe

ARH. | LES NOUVELLES | 02 FEVRIER 2024

MVola, la première FinTech opérant à Madagascar et dans l'océan Indien, poursuit son expansion en élargissant ses partenariats dans le domaine de la remittance. En début d'année, MVola a annoncé un nouveau partenariat avec Thunes, un agrégateur de remittance, facilitant ainsi la collaboration avec Orange Money Europe. Après des

alliances stratégiques avec des acteurs majeurs tels que Western Union, MVola Comores, Taptap Send, MFS Africa, et MoneyGram, l'ajout d'Orange Money Europe à son écosystème remittance, renforce la position de MVola en tant que leader dans le secteur. Depuis la mi-janvier, la diaspora malgache utilisant l'application Orange Money Europe dans

des pays tels que l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas, peut désormais envoyer de l'argent de manière transparente vers un compte MVola à Madagascar.

Simple, immédiate et sécurisée

La réception d'argent reste simple, immédiate et sécurisée, conformément aux normes les plus élevées de l'industrie. Le service est disponible 24h/7j, assurant ainsi la disponibilité constante pour les utilisateurs. De plus, les fonds sont crédités instantanément sur le compte MVola en ariary, sans frais de réception. Louis-Olivier Favot, CEO de MVola, a souligné l'importance de cette coopération en déclarant : «Cette collaboration peut se résumer en

un seul mot : interopérabilité. Nous sommes fiers encore une fois d'être les pionniers en la matière à Madagascar. Grâce à cette interopérabilité entre opérateurs, les familles malgaches connaîtront une expérience de réception d'argent plus optimale et à moindre coût. Nous confirmons ainsi notre mission d'offrir des services financiers simples et à la pointe de la technologie à chaque malgache. Nous espérons renforcer les liens familiaux et le fihavanana au-delà les frontières». Avec plus de 10 millions de clients Telma, MVola continue de jouer un rôle central dans la modernisation des services financiers à Madagascar, offrant des solutions innovantes et accessibles à un public toujours plus large.

Secteur minier: une étudiante apporte son expertise

LUC ANDRINIAINA | LES NOUVELLES | 02 FEVRIER 2024

L'agence japonaise de coopération internationale (Jica) a lancé, il y a quelques années, la bourse Kizuna en génie minier. Arma, une Malgache boursière, est actuellement de passage à Madagascar et entend partager son savoir-faire et son expertise au service du secteur minier de la Grande île. «Son objectif est de contribuer au développement minier à Madagascar, cherchant à appliquer les connaissances acquises au Japon, au profit de l'industrie minière dans son pays natal», indique l'Ambassade de Japon à Madagascar. Durant son séjour, Arma effectue des recherches liées à ses études. Elle travaille sur l'utilisation de l'intelligence

artificielle, un outil efficace dans le secteur minier. C'est une technologie qui peut être utilisée pour explorer les gisements d'hydrocarbures et des mines. «Grâce à ces avancées, il est possible d'obtenir des informations sur les conditions souterraines tout en menant des investigations de surface, rendant le processus efficace, rentable et moins chronophage» explique l'Ambassade. «Son expérience en tant que géophysicienne, offre de précieux aperçus, la positionnant comme une contributrice compétente à l'industrie minière», rajoute l'ambassade.